



# ARRETE MUNICIPAL

ARR2017\_1023  
POLICE : RÉGLEMENTATION DE  
LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT  
RUE PASTEUR  
RUE ELOY CHAPSAL  
RUE JEAN-BAPTISTE RAMES

Le maire d'Aurillac,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu l'arrêté municipal modifié du 15 janvier 1981 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans l'agglomération d'Aurillac,

Considérant que pour procéder à des travaux de rénovation à l'école Jean-Baptiste Rames rue Jean-Baptiste Rames, rue Pasteur, rue Eloy Chapsal sur la commune d'Aurillac et afin d'assurer la sécurité des usagers, des riverains et du personnel de chantier, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement comme indiqué ci-dessous.

## ARRETE

ARTICLE 1 : Du LUNDI 16 OCTOBRE 2017 au VENDREDI 29 JUIN 2018 à 18h00 :

Rue Alexandre Pinard : mise en place d'un périmètre de sécurité le long du bâtiment. Stationnement interdit au droit de l'école.

Rue Eloy Chapsal : mise en place d'un périmètre de sécurité le long du bâtiment de l'école. Stationnement interdit au droit de l'école.

Rue Pasteur : mise en place d'un périmètre de sécurité le long du bâtiment de l'école. Stationnement interdit au droit de l'école.

L'entreprise SOULIER veillera à ne pas perturber la circulation.

ARTICLE 2 : Les véhicules en stationnement gênant sur les emplacements visés à l'article 1 ci-dessus seront verbalisés et enlevés par la fourrière.

ARTICLE 3 : L'entreprise SOULIER (15000 Aurillac) mettra et maintiendra en place la signalisation nécessaire et réglementaire de chantier, assurera la sécurité des piétons et l'accès des riverains.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la mairie.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise SOULIER 48 heures avant le début des travaux.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Monsieur le directeur général des services, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, les services techniques municipaux, tous les agents de la force publique, l'entreprise, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac, au service stationnement, à la police municipale, au service communication, au centre de secours principal, au SDIS, au SAMU, à la STABUS.

Fait à Aurillac, le 6 octobre 2017

Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint à l'urbanisme, à la voirie, au patrimoine bâti et aux techniques d'information et de communication (TIC),



  
Serge CHAUSI

Affiché le : 09/10/17  
Envoyé en préfecture le :